

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 01/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

QUARTZ ET MINERAUX

lieu-dit « Pierre Blanche »
63590 La Chapelle-Agnon

Références : 20231122-RAP-63-1494-Insp-QuartzMineraux-LaChapelleAgnon
Code AIOT : 0005601015

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement QUARTZ ET MINERAUX implanté La Pierre Blanche 63590 La Chapelle-Agnon. L'inspection a été annoncée le 07/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUARTZ ET MINERAUX
- La Pierre Blanche 63590 La Chapelle-Agnon
- Code AIOT : 0005601015
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Quartz et Minéraux de La Chapelle Agnon exploite un filon de quartz. Ce gisement présente un intérêt dans diverses applications comme les sables de filtrations ou encore esthétiques pour les aménagements (gravillonnage, enduits de façades, béton lavé..).

L'éloignement de la carrière des bassins de consommation n'est pas problématique de par l'intérêt du produit qui permet un rayonnement en dehors des frontières françaises.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conduite d'exploitation
- Risques accidentels
- Aménagement
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 5.3	Lettre de suite préfectorale	12 mois
4	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 5.4	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 12	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Aménagement et Equipement	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 16.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 5.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagement préliminaire	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 3.3	Sans objet
2	Aménagement préliminaire	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 3.4	Sans objet
5	Pollution de l'air et poussières	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 10	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le front sud qui présente, sur un linéaire important, des hauteurs supérieures à 30 mètres sans gradin, empêche d'envisager l'autorisation d'un approfondissement du carreau prévu par l'exploitant. Une étude géotechnique s'avère de plus nécessaire pour le front Nord au niveau du cône d'éboulis avant toute intervention visant à garantir la stabilité dans le temps.

Le tri et l'évacuation des déchets présents autour de l'installation et d'un parking ainsi que la mise en place de cuvettes de rétentions adaptées sous les produits présentant un risque pour l'environnement devront être rapidement réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement préliminaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 3.3
Thème(s) : Autre, clôture
Prescription contrôlée : L'accès aux zones d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture. Ces pancartes indiqueront suivant le cas : DANGER - CARRIERE - INTERDICTION DE PENETRER - EBOULEMENT - CHUTE DE BLOC - TIR DE MINES ... etc.
Constats : Comme demandé lors de la précédente inspection, une barrière efficace a été mise en place à l'entrée du site. Le panneau interdiction d'entrée et de danger est bien présent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement préliminaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 3.4
Thème(s) : Autre, Accès
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique existant sera entretenu de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.
Constats : Le jour de la visite, l'accès était propre sans présence de matériaux sur la RD desservant la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 5.3
Thème(s) : Autre, Extraction, phasage
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait, par tranches successives descendantes et conformément aux plans de

<p>phasage de l'exploitation annexé au présent arrêté, en 3 phases de 5 ans et par gradins de 15 mètres de hauteur verticale maximale. Ceux-ci sont séparés par des banquettes de 4 m de largeur au minimum, valeur fixée en fonction des résultats de l'évaluation des risques liés au site et adaptée aux gabarits des engins.</p> <p>Le profil de fin d'extraction laissera apparaître des gradins de 15 m de hauteur, séparés par des banquettes de 2 m de largeur.</p> <p>L'exploitation se poursuivra depuis la cote actuelle de NGF 836 m et ne descendra pas au-delà de la cote NGF 820 m.</p> <p>La plate-forme de traitement est aménagée à la cote NGF 860 m au Sud de la carrière.</p> <p>Le sous-cavage est interdit. Le front de taille sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine, et après chaque tir de mines. Il sera purgé en tant que de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'extraction arrive à sa fin, les gradins peuvent être séparés par des banquettes de 2mètres de large. On observe sur le front Sud la disparition de ces banquettes sur un grand linéaire, qui donne au front de taille une hauteur de plus de 30 mètres.</p> <p>Sur le front Nord, les banquettes ont disparu suite à un éboulement dans des matériaux plus argileux, la reprise des banquettes dans cet éboulement est dangereuse, le phénomène semble stabilisé mais un approfondissement au droit de cet éboulement diminuant sa buttée de pieds pourrait activer un glissement.</p> <p>Quelque soit l'intervention envisagée dans ce secteur elle requiert d'être dimensionnée par une étude géotechnique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 4 : Conduite de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 5.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p> <p>L'exploitant participe à l'entretien des voies de circulation publiques au droit des accès et doit obtenir les avis et autorisations nécessaires auprès des services concernés.</p> <p>Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les voies de circulations sont maintenues propres ainsi qu'une majorité du site.</p> <p>Les abords de l'installation de concassage et d'un parking sont encombrés par des déchets divers éparpillés. Ces lieux sont à nettoyer. Les déchets seront triés et regroupés par type, puis ils seront évacués par les filières adaptées. L'exploitant transmettra à l'inspection les bordereaux de prise en charge signés par les entreprises qui auront collecté les déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Pollution de l'air et poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Prescription contrôlée : Des mesures de concentrations de poussières dans l'environnement sont effectuées, avec l'installation de traitement des matériaux en fonctionnement. Les appareils de prélèvements de poussières dans l'atmosphère doivent être d'un modèle conforme à une norme européenne harmonisée.
Constats : Les dernières mesures de poussières datent du 4 septembre 2023 et sont conformes aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Prescription contrôlée : Le contrôle des niveaux sonores est renouvelé tous les 3 ans et portent sur l'ensemble des installations existantes dans le périmètre autorisé de la carrière.
Constats : Les dernières mesures de bruits ont été réalisées en mars 2023, les résultats sont conformes aux prescriptions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle
Prescription contrôlée : Un nouveau contrôle est effectué tous les 5 ans ou après toute modification du plan de tir.
Constats : Les vibrations sont contrôlées à chaque tir de mine. Cependant seuls les 2 capteurs prévus à l'intérieur de la carrière sont mis en place, le capteur prévu sur l'habitation la plus proche n'est pas présent. Les résultats ne présentent que les résultats de vitesses particulières, conformes aux prescriptions, et une estimation de la surpression aérienne. Les résultats doivent être complets avec les vitesses, la mesure précise de la surpression aérienne, les fréquences et coefficients pondérateurs appliqués, les distances précises de chaque capteur par rapport au tir, les charges unitaires et totales et le plan de tir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Aménagement et Equipement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 16.2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage et distribution d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les hydrocarbures seront stockés dans des réservoirs fixes qui devront être construits et équipés suivant les règles de l'art et de la réglementation en vigueur pour les dépôts classés, notamment les réservoirs aériens seront placés dans une cuvette de rétention conforme aux dispositions de l'article 9-1 ci avant. Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu. Les aires de remplissage et de soutirage devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux. Elles seront du type « plate forme engins » visée à l'article 3-5.
Constats : Le réservoir d'hydrocarbure est sur rétention et à l'abri des pluies météoriques. La rétention doit être nettoyée par un sous-traitant habilité à prendre en charge le déchet produit. L'absorbant est présent en quantité insuffisante directement à proximité du lieu de remplissage. Le stock est trop éloigné du point de remplissage. L'aire de remplissage n'est pas de type "plate-forme engins", il n'est pas prévu de solution de substitution à une plate-forme engin, comme par exemple, un kit de remplissage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2009, article 5.4
Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
Constats : Seule la cuve de stockage et distribution d'hydrocarbure est sur rétention. Les autres produits présentant un danger pour l'environnement (liquide de refroidissement, liquide de lavage de vitre, huiles hydrauliques...) ne sont pas stockés sur rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois